



## Suicide d'une directrice d'école : « Ce ne sont pas les élèves qui posent le plus de problèmes aux enseignants »

Les « hussards » d'aujourd'hui sont épuisés, souligne, dans une tribune au « Monde », le sociologue Benjamin Moignard, spécialiste de l'école, qui attribue principalement les difficultés actuelles aux relations entre les personnels et la hiérarchie. Christine Renon, directrice d'école et enseignante en Seine-Saint-Denis a été enterrée le 3 octobre, après s'être donné la mort dans son école pendant le week-end du 21 septembre. Dans le courrier qu'elle a laissé, diffusé à ses collègues de Pantin et adressé aussi à l'inspection académique, elle décrit ses doutes, ses difficultés quotidiennes à affronter le délitement d'un métier qu'elle ne voyait pas comme cela. L'accumulation des tâches administratives, la solitude devant la démultiplication des tâches, le stress de la fonction, l'abandon de la hiérarchie...

Cela fait des années que des chercheurs et de nombreuses personnes sur le terrain tirent le signal d'alarme sur les difficultés éprouvées par ceux qui font l'école. Et si un cas particulier, aussi dramatique soit-il, ne fait pas une vérité, au moins faut-il regarder en face la puissance de l'émotion suscitée par cet acte, sur le terrain en général, et en Seine-Saint-Denis en particulier, sa résonance avec les difficultés quotidiennes éprouvées par beaucoup d'enseignants.

### Profonds bouleversements

De fait, l'école a connu de profonds bouleversements depuis cinquante ans qui ont transformé radicalement ses missions et imposent au corps enseignant des épreuves d'un nouveau type : ils doivent gérer une forte hétérogénéité de niveaux dans des classes au nombre d'élèves exponentiel, accepter le décalage entre une certaine idée du métier et sa réalité quotidienne, renoncer à des aspirations disciplinaires peu en lien avec les réalités du métier, éprouver la tension d'une gestion de classe à laquelle ils ne sont toujours pas vraiment formés.

Mais les « hussards » d'aujourd'hui, pour reprendre le terme par lequel on désignait les institutrices en mission républicaine sous Jules Ferry, font face à plusieurs paradoxes. La France reste très attachée à une école qui pèse sur les destins sociaux tout en restant inégalitaire. L'institution scolaire est toujours puissante mais reconnaît mal ses enseignants. Leur niveau de rémunération est parmi les plus bas des pays comparables, et la crise du recrutement est un autre signe du désamour du métier : plusieurs académies ne parviennent plus à pourvoir le nombre de postes qu'elles ouvrent au concours chaque année.

L'institution scolaire est toujours puissante mais reconnaît mal ses enseignants. Leur niveau de rémunération est parmi les plus bas des pays comparables

Pour autant, ce ne sont pas ces considérations assez générales qui semblent préoccuper d'abord les enseignants sur le terrain. Ce ne sont pas non plus les élèves qui leur posent le plus de problèmes, même si le métier n'est pas facile à cet égard, notamment au vu du manque de réponses proposées pour gérer le cas des élèves en grandes difficultés.

La contrainte majeure réside plutôt dans ce qu'ils perçoivent comme une dégradation de leurs conditions d'exercice et comme un manque de soutien et de solidarité de la part de leur hiérarchie. Nous avons participé à plusieurs enquêtes dirigées par Eric Debarbieux, avec l'appui de la Fédération des autonomes de solidarités, sur l'appréciation du climat scolaire par les enseignants du premier et du second degré.

### Fort taux d'insatisfaction

Ces enquêtes laissent nettement apparaître une dégradation de la confiance des enseignants envers l'institution. Dans le second degré, alors que 38 % des personnels se disaient en 2012 insatisfaits du climat de leur établissement, ils étaient 48 % dans ce cas en 2016. Sans entrer dans le détail des différentes fonctions, signalons que ces enseignants affichent les plus forts taux

d'insatisfaction : de 51 % en filière d'enseignement général jusqu'à 64 % en filière professionnelle. Dans les écoles primaires 25 % des enseignants parlaient en 2011 d'un climat dégradé, 34 % le font en 2016.

Lorsque l'on observe de près cette dégradation, c'est d'abord du côté des relations entre les personnels et avec la hiérarchie que les ruptures sont les plus fortes. En 2016, 52,6 % des personnels du premier degré estiment qu'ils ne sont pas soutenus par la hiérarchie et 67 % des enseignants du second degré disent qu'ils ne se sentent pas respectés par la hiérarchie. Ce n'est d'ailleurs pas la hiérarchie de proximité qui est la plus décriée, mais plutôt celle qui s'organise autour des corps d'inspection, perçus comme éloignés des réalités du terrain et plutôt préoccupés par la mise en œuvre d'une énième réforme aux fondements pas toujours lisibles.

Le mouvement #pasdevagues qui a marqué la rentrée 2018 sur les réseaux sociaux révélait déjà au grand jour un état d'exaspération des enseignants à l'égard du traitement par l'institution de ce qui leur pose problème

Dans le premier degré, ce sentiment est d'autant plus fort que les directrices et directeurs sont nettement associés aux personnels enseignants : en majorité, ces personnels ne sont pas déchargés de classe, ne disposent pas d'appuis sur le plan administratif et doivent gérer des dynamiques collectives sans réel pouvoir d'action.

En 2012, 32 % des personnels du second degré se disaient insatisfaits de leur métier. Ils étaient 44 % dans ce cas quatre ans plus tard... Alors qu'en 2012, ils étaient 30 % à songer souvent à le quitter, cette proportion monte à 41 % en 2016. Dans le premier degré, ce sont 44 % des professeurs des écoles qui envisagent de quitter leur poste. Cette défiance à l'égard du métier, les enseignants l'expriment nettement dans nos enquêtes. Il en ressort également une impression très forte de déconnexion de la hiérarchie avec leur quotidien. Les réformes à répétition, touchant particulièrement le premier degré, sont perçues comme dévastatrices en termes de stabilité et d'efficacité.

#### Exaspération

Force est de constater un état d'épuisement des troupes sur le terrain et de défiance à l'égard de la chaîne hiérarchique qui dit sans doute plus de l'obsolescence du mode d'administration de l'éducation nationale, sa tendance à infantiliser les personnels, que l'expression d'un repli corporatiste brandit à chaque occasion d'expression enseignante.

Le mouvement #pasdevagues qui a marqué la rentrée 2018 sur les réseaux sociaux révélait déjà au grand jour un état d'exaspération des enseignants à l'égard du traitement par l'institution de ce qui leur pose problème. Les réponses ne viennent pas, sinon celles qui confirment une vision très descendante de l'administration à l'égard de ses personnels, rappelés à leur devoir de réserve, soumis à des pressions fortes sur le terrain, et à qui il est même recommandé, dans le primaire, la bonne manière d'apprendre à lire...

Plus encore que leurs collègues du second degré, les directeurs et directrices d'école sont en grande difficulté pour développer des collectifs dont on sait pourtant qu'ils sont la première réponse à donner à la difficulté du métier, en particulier dans les zones les plus sensibles. Mais ces dynamiques locales ne reposent souvent que sur la bonne volonté de quelques-uns, engagés bien au-delà de leurs seules obligations, et qui se battent aussi contre le creusement des inégalités en matière d'éducation.

Cet engagement-là n'est pas toujours reconnu, ni même encouragé. C'est la marque des systèmes bureaucratiques que d'enfermer dans les seules procédures des missions qui les débordent pourtant largement. Une ancienne médiatrice de l'éducation nationale utilisait cette belle formule : le problème de l'éducation nationale n'est pas d'avoir une politique de ressources humaines, mais une politique humaine de ses ressources. La tâche est immense, et l'actualité nous le rappelle amèrement.